L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS

SAMEDI MATIN, 19 SEPTEMBRE.

Les candidatures nationales.

LETTRE D'ACCEPTATION

DE

HORATIO SEYMOUR.

Au général G. W. Morgan et autres, membres du comité, &c.

Utica, 5 août 1868.

Messieurs: Lorsqu'à New York, le 11 juillet, en présence d'un vaste assemblage, vous m'avez offert, au nom de la Convention nationale démocratique, la nomination faite à l'unanimité de ma personne comme candidat de cette Convention pour les fonctions de Président des Etats-Unis, je déclarai que "je ne trouvais pas de termes convenables pour exprimer ma reconnaissance du bon vouloir et de la bienveillance que cette assemblée venait de me témoigner. Je n'avais ni recherché ni espéré cette nomination. Mon ambition était—ce que je ne puis faire maintenant—de prendre une part active à la grande lutte engagée pour la restauration d'un bon gouvernement, et pour le rétablissement de la paix et de la prospérité dans le pays. Mais j'ai été entraîné par le courant irrésistible qui nous emporte vers un grand changement politique et je ne trouve hors d'état d'y résister.

Vous m'avez aussi remis une copie des résolutions exprimées par la Convention, et qui indiquent la position qu'elle a prise sur les grandes questions qui agitent aujourd'hui le pays. Comme président de cette Convention, la teneur et la portée de ces résolutions me sont familières; comme l'un des membres de la Convention, je suis un de ceux qu'elle lient. Elles sont conformes à ma manière de voir; je les accepte comme guide dans la lutte où nous entrons, et je m'efforcerai, à l'avenir, de les mettre en pratique, partout où je me trouverai placé, dans ma carrière politique et dans ma vie privée.

Je déclarai alors que je vous adresserai mon acceptation par une lettre, suivant l'usage accoutumé. Je ne vois, après réflexion, aucune raison pour changer ou spécifier les termes de l'approbation que j'ai donnée aux résolutions de la Convention. Si je n'ai pas plus tôt rempli la formalité de vous communiquer par écrit ce que j'avais exprimé publiquement, c'est que je voulais voir quelle lumière les débats du Congrès pourraient jeter sur les intérêts du pays.

Les actes de cette assemblée, depuis l'ajournement de la Convention, indiquent qu'elle redoute que, par un changement du pouvoir politique, le peuple n'obtienne ce qu'il a droit d'avoir, un exposé clair et précis de ce qui a été fait de l'argent qu'on a tiré de lui depuis huit ans. Les hommes réfléchis sentent qu'il y a, dans l'administration des finances, des fautes qu'on n'a pas laissé parvenir à la connaissance du public.

Le parti congressionnel non seulement s'est allié avec le pouvoir militaire, qui va être employé pour peser directement sur les électeurs dans beaucoup d'Etats, mais encore il perpétue sa session dans le but avoué de faire les lois qu'il jugera utiles à son succès en vue des élections qui auront lieu dans quelques semaines. Au lieu de s'ajourner, il a donc pris un congé pour s'assembler de nouveau si ses intérêts de parti le demandent.

Jamais, jusqu'à présent, dans l'histoire de notre pays, le Congrès n'avait pris ainsi une attitude menaçante envers ses électeurs. Cédant à son influence, quelques uns des Etats organisés par ses agents, proposent de priver le peuple du droit de voter pour les électeurs présidentiels, et c'est pour la première fois qu'on prend d'audacieuses mesures pour détruire le droit de suffrage. Aussi n'est-il pas surprenant que les hommes qui réfléchissent voient, dans une pareille conduite, la preuve que ceux qui dirigent la politique du parti républicain sont mûs par des motifs plus puissants et plus profonds que le simple désir de retenir le pouvoir politique, la preuve qu'ils redoutent de voir certaines fautes dévoilées et que cette crainte les conduit à des actes d'un caractère aussi désespéré et aussi impolitique.

Un grand nombre des meneurs et des organes les plus habiles du parti républicain ont ouvertement déploré la violence des actes du Congrès et leur tendance à entretenir la discorde dans notre pays. Les grands intérêts de l'Union demandent la paix, l'ordre et le retour aux relations internationales, sans lesquelles nous ne pouvons maintenir la foi ni l'honneur de notre gouvernement. L'esprit des hommes d'affaires est en proie à une incertitude pénible. Le temps que nos ouvriers doivent consacrer au travail est allongé par le coût des choses nécessaires à l'existence, coût que rendent exorbitant les exactions directes et indirectes du gouvernement; et nos populations sont harassées par les demandes fréquentes des percepteurs d'impôt.

Il y a dans tout le peuple, sans distinction de parti, un sentiment très fort en faveur d'une ligne de conduite qui puisse restaurer l'ordre et la confiance, et enlever les fardeaux qui entravent et gênent actuellement l'industrie du pays. Cependant, en ce moment, ceux qui sont au pouvoir ont, dans le Sénat et dans la Chambre des Représentants, jeté de nouveaux éléments de discorde et de violence. On a admis comme représentants de quelques uns des Etats du Sud des hommes qui sont venus déclarer qu'ils ne peuvent exister sans protection militaire dans les Etats qu'ils prétendent représenter. Ces hommes, vont faire des lois pour le Nord aussi bien que pour le Sud. Ces hommes qui, il y a quelques jours, demandaient en suppliant que le Congrès leur donnât le pouvoir dans leurs Etats respectifs, contrôlent aujourd'hui l'action des deux Chambres de ce même Congrès. Entrés dans ces assemblées, l'esprit rempli de cette question, ils demandent que le Congrès regarde comme étant en état de guerre civile les Etats d'où ils viennent, ils demandent que la majeure partie de ces Etats, comprenant la partie la plus intelligente de la population, soit traitée comme ennemi public, de façon qu'ils puissent maintenir leur contrôle aux frais du peuple du Nord, et de sorte qu'il n'y ait au Sud ni paix ni bon ordre autres que la paix et l'ordre qui seront établis par l'arbitraire.

Tout homme intelligent sait non seulement qu'ils ne doivent leur position actuelle qu'au désordre, mais encore que tous les motifs qui leur font désirer de la perpétuer viennent de l'amour du pouvoir et de la haine. Le désir de la vengeance les porte à maintenir le Sud dans l'anarchie. Tant qu'elle existe ils sont indépendants de la volonté ou des voeux de leurs concitoyens. Tant que la confusion règne ils sont les dispensateurs des profits et des honneurs qui proviennent d'un gouvernement reposant uniquement sur la force.

Ces hommes sont aujourd'hui placés dans des positions où ils peuvent non seulement recommander l'adoption de leurs vues politiques, mais encore l'imposer. Quand on aura admis, de cette manière, des sénateurs des autres Etats du Sud, bien qu'en réalité ils n'aient pas de constituants, ils auront plus de pouvoir au Sénat qu'une majorité du peuple de cette Union, vivant dans neuf des grands Etats. C'est en vain que des chefs du parti républicain ont protesté contre la politique qui a conduit à ce résultat.

Tandis que les chefs de la récente rébellion se sont soumis aux résultats de la guerre, et sont maintenant tranquillement engagés dans des entreprises utiles pour leur soutien et celui de leurs familles, et tandis qu'ils essaient, par la force de l'exemple, de ramener le peuple du Sud à l'ordre et à l'industrie qui sont essentiels non seulement à son bien être mais encore à la grandeur et à la prospérité de notre patrie tout entière, nous voyons des hommes sans capacité et sans influence, ont été jetés par les agitations des convulsions civiles, dans des positions honorifiques et lucratives, s'efforcent d'attiser les passions auxquelles ils doivent leur élévation, et ils poussent des clameurs pour affirmer qu'ils sont les seuls amis de l'Union. La preuve de cet amour pour l'Union ne saurait avoir de fondement certain que dans une estime fraternelle et dans un désir commun de contribuer au maintien de la paix et de l'ordre et à la félicité de toutes les parties du pays.

Les événements qui se sont accomplis au Congrès depuis l'ajournement de la Convention ont considérablement augmenté l'importance de la victoire politique que remporteraient ceux qui cherchent à ramener l'économie, la simplicité et la justice dans l'administration de nos affaires nationales. Il y a beaucoup de républicains, parmi ceux qui sont restés attachés à leur parti, qui ont regretté les mesures extrêmes et violentes auxquelles il s'est laissé emporter. Ils ont permis à croire que, bien que la conduite de leurs amis politiques fût mauvaise, leur intention était cependant bonne. Mais, aujourd'hui, ils doivent s'apercevoir que le parti républicain est dans une condition telle qu'il ne peut appliquer une politique de paix, quelles que soient ses intentions. C'est un malheur non seulement pour un pays, mais encore pour le parti qui gouverne, quand l'action de celui-ci n'est arrêtée par aucune forme d'opposition. C'a été le malheur du parti républicain que les événements des dernières années lui ont donné un tel pouvoir qu'il a pu enchaîner l'Exécutif, entraver le judiciaire, et mettre en vigueur les vues des plus imprudents et des plus violents d'entre ses membres. Quand un pareil état de choses existe dans un pays, il arrive toujours que ce parti n'est pas contrôlé par le jugement des plus habiles chefs. Il n'y a peut-être pas un des hommes capables qui ont aidé à former l'organisation républicaine, et qui ne l'aient, depuis trois ans, mis en garde contre ses excès, qui n'ait été renversé ou forcé d'abandonner ses convictions relativement à ce que demandent les intérêts du pays, ou, s'il était trop patriote pour le faire, qui n'ait été repoussé des rangs du parti.

S'il en a été ainsi précédemment, que fera le parti avec cette nouvelle infusion d'hommes qui, sans le moindre respect pour les vues de ceux qui viennent de leur donner leurs positions, commencent leur carrière législative en demandant des armées, en prétendant que leurs Etats soient considérés comme en guerre civile, et en déclarant qu'ils sont anxieux de dégrader le Président des Etats Unis, dès qu'ils pourront persuader ou forcer le Congrès à produire de nouveaux chefs d'accusation.

Le parti républicain est, aussi bien que nous, intéressé à mettre un terme à cette violence. Il doit être clair pour tout homme qui pense qu'une nouvelle disposition de pouvoir politique tend à arrêter la violence des mesures de parti et à assurer la paix et le bon ordre dans le pays. L'élection d'un Président démocrate et d'une majorité démocrate des membres de la Chambre des représentants ne donnerait pas à ce parti le pouvoir de faire des changements soudains et violents, mais elle servirait à mettre un terme à ces mesures extrêmes qui ont été déplorées par les hommes les meilleurs des deux partis. Le résultat conduirait très certainement à cette paisible restauration de l'Union et au rétablissement des relations fraternelles que le pays désire. Je suis sûr que les meilleurs hommes du parti républicain déplorent, tout autant que je le fais, l'esprit de violence qu'ont montré ceux qui ont été récemment admis à des sièges au Congrès comme envoyés des Etats du Sud. Le régime de guerre civile qu'ils ont en vue doit être odieux à tout homme au jugement droit.

Je n'ai aucune aspiration personnelle qui puisse fausser mon jugement au sujet de l'élection prochaine. Quiconque a pesé et mesuré les devoirs qu'imposent les fonctions de Président des Etats-Unis, ne peut manquer de se faire une idée précise des soucis et des labeurs de celui qui veut être à la hauteur de ces devoirs. Celui-là ne doit pas se laisser aller au gré des courants populaires sans visée politique et sans but. Loin de là. Car, notre Constitution, tout en donnant justement la balance du pouvoir à la volonté du peuple, a pour trait caractéristique qu'elle cherche à protéger les droits des minorités. Sa plus grande gloire est de mettre un frein au pouvoir. Elle formule et met en vigueur les maximes et les principes de liberté civile pour le triomphe desquels ont lutté, pendant tous les âges, les martyrs de la liberté. Elle déclare le droit des citoyens d'être garanti dans leurs personnes, leurs maisons et leurs papiers contre des perquisitions et des saisies illégales; que "le Congrès ne fera pas de loi sur l'établissement d'une religion ou le libre exercice d'une religion, ou de la presse, ou le droit du peuple de faire des pétitions en redressement de torts." Elle assure "le droit d'un jugement prompt et public par un juri impartial."

Aucun homme ne peut légitimement entrer dans l'exercice des fonctions présidentielles, s'il n'est disposé à exécuter les voeux du peuple exprimés d'une façon constitutionnelle, et s'il n'est prêt à défendre les droits des minorités. Il doit être prêt à soutenir le libre exercice de toute religion. Il doit dénoncer les mesures qui porteraient atteinte à des droits personnels ou domestiques ou à la religion du plus humble des citoyens du pays. Il doit maintenir, sans distinction de croyance ou de nationalité, tous les privilèges de la citoyenneté américaine. L'expérience de tout homme public qui a été fidèle à son mandat lui apprend que nul ne peut remplir les devoirs qui incombent au Président à moins d'être prêt non seulement à se soumettre aux mensonges et aux abus des gens pervers, mais encore à supporter la critique des gens honnêtes qui se laissent égarer par les préjugés ou les fausses interprétations. Cette position n'a pas d'attraits qui puissent égarer mon jugement quand je dis qu'il s'opère un grand changement dans l'esprit public. La masse du parti républicain est plus modérée, plus juste qu'elle ne l'était pendant l'agitation qui a régné durant toute la guerre civile et pendant toute la période qui a suivi.

Comme l'énergie du parti démocrate vient de son dévouement à sa cause et à ses candidats, je puis, sans manquer aux convenances, parler du fait que jamais, dans l'histoire politique de notre pays, la décision d'aucune assemblée semblable n'a été accueillie avec un enthousiasme aussi universel et aussi réel que celui qu'a provoqué la position prise par la Convention nationale démocratique, position avec laquelle le choix des candidats n'avait rien à faire. Si d'autres noms eussent été mis en avant, cet enthousiasme n'aurait peut-être été que plus prononcé. Le zèle et l'énergie des masses conservatrices prennent leur source dans le désir d'opérer un changement de politique, et dans la pensée qu'elles peuvent atteindre leur but.

Elles sont confirmées dans cette conviction par la coopération de cette grande assemblée d'hommes qui ont servi dans l'armée et dans la marine de l'Union pendant la guerre. Ayant délivré près de 16,000 commissions aux officiers de cette armée, je connais leurs voeux et leurs voeux. Ils demandent l'Union pour laquelle ils ont combattu. Le plus grand assemblage de ces braves soldats qui ait jamais eu lieu, est celui qui a été tenu à New York et qui a endossé en termes très significatifs, la décision de la Convention nationale. Ils ont fait appel au gouvernement pour qu'il s'arrête dans sa politique de haine, de discorde et de dissension, et en termes d'une éloquence chaleureuse ils ont demandé la restauration des droits du peuple américain. Quand il y a un tel accord entre ceux qui ont prouvé leur courage et leur dévouement à la guerre et ceux qui ont fait preuve de leur sagesse dans les conseils, je ne puis douter que nous ne remportions un triomphe politique, qui restaurera notre Union, ramènera la paix dans notre pays et nous rendra une fois encore les bienfaits d'un gouvernement sage, économique et honnête.

J'ai l'honneur d'être, messieurs, &c.

HORATIO SEYMOUR.

Lettre d'acceptation

DU GÉNÉRAL FRANK P. BLAIR.

Au général G. W. Morgan, président du comité de la Convention Nationale Démocratique

Général,—Je saisis la première occasion de répondre à la lettre par laquelle vous m'avisez de ma nomination comme Vice-Président des Etats-Unis par la Convention Démocratique Nationale, tenue récemment à New York.

J'accepte sans hésitation la nomination qui m'est offerte d'une manière si flatteuse, et je vous envoie à vous et au comité mes remerciements pour le langage bienveillant dans lequel vous m'avez transmis la décision de la Convention.

J'ai lu attentivement les résolutions adoptées par la Convention, et j'adhère cordialement à tous les principes et à tous les sentiments qu'elles expriment.

J'ai, à diverses reprises, exprimé mon opinion sur toutes les questions qui divisent les partis en lutte, et je ne crois pas nécessaire de la répéter ici.

Les questions sur lesquelles repose la lutte sont claires et ne peuvent être obscurcies ou détournées par les sophismes de nos adversaires. Elles se résument toutes dans cette tentative sans cesse renouvelée de quelques hommes pour absorber le pouvoir politique de la nation. Cette tentative, sous tous les noms et sous tous les déguisements imaginables, a toujours caractérisé les opposants du parti démocrate, mais jamais elle n'a pris une forme aussi prononcée et aussi audacieuse que dans ce conflit.

Les adversaires du gouvernement libre et constitutionnel, au mépris des termes formels de la Constitution, ont érigé un despotisme militaire dans dix des Etats de l'Union; ont enlevé au Président le pouvoir dont il est investi par la loi suprême, et ont privé la Cour Suprême de sa juridiction; le droit d'être jugé par un juri et le grand privilège de l'*habeas corpus*, sauvegardes de chaque citoyen, qui remontent aux plus anciennes traditions de nos ancêtres et que nos pères, de la Révolution, ont cherché à assurer pour toujours à leur postérité, dans la Charte fondamentale de nos libertés, ont été outrageusement foulés aux pieds par un fragment de Congrès; des Etats et des communautés d'hommes de notre race, ont été poursuivis, convaincus, condamnés et privés de leurs droits comme citoyens, sans mise en accusation, sans jurement, sans audition de témoins, en vertu des dispositions de lois congressionnelles ayant un effet rétroactif et au mépris de la prohibition constitutionnelle qui refuse même à un Congrès entier et loyal l'autorité de passer aucun bill de forfaiture ou aucune loi rétroactive.

La même autorité usurpatrice a substitué comme électeurs aux hommes de notre race, ainsi illégalement privés de leurs biens et de leurs droits, une horde de nègres ignorants qui sont entretenus dans l'oisiveté avec les fonds publics, et ligués pour dépouiller les hommes de race blanche de leur droit de naissance, au moyen du mécanisme du Bureau des Affranchis et d'émissaires des conspirateurs dans d'autres Etats; et, pour compléter l'oppression, le pouvoir militaire de la nation a été mis à leur disposition pour rendre la barbarie souveraine maîtresse.

Le chef militaire, sous le prestige duquel ce Congrès usurpateur a cherché un refuge depuis la condamnation de ses plans par le peuple libre du Nord dans les élections de l'année dernière, et qu'il a choisi comme son candidat pour se garantir contre les résultats de sa propre perversité et de ses propres crimes, a annoncé l'acceptation de sa nomination et sa disposition à maintenir l'usurpation congressionnelle sur huit millions de blancs du Sud, au sol par ses baïonnettes. Il s'écrie: "Ayons la paix." "—La paix règne à Varsovie", tel a été la phrase qui a annoncé la fin des libertés d'une nation. "L'empire c'est la paix," s'est écrié Bonaparte quand la liberté et ses défenseurs expiraient sous la pointe de son épée.

La paix à laquelle nous invite Grant est la paix du despotisme et la mort. Ceux qui cherchent à restaurer la Constitution en exécutant la volonté du peuple, en condamnant les actes de reconstruction, déjà condamnés dans les élections de l'année dernière (et qui, j'en suis convaincu, le seront encore plus expressément par l'élection du candidat démocrate comme Président des Etats-Unis), sont dénoncés comme des révolutionnaires par les partisans de ce Congrès à l'esprit vindicatif. Le suffrage nègre (que le vote populaire de New York, de New-Jersey, de la Pennsylvanie, de l'Ohio, du Michigan, du Connecticut et d'autres Etats a condamné comme contraire à la lettre de la Constitution) doit être maintenu parce que celui aux sénateurs et aux représentants de ces Etats.

Si le peuple condamne de nouveau ces atroces mesures par l'élection d'un candidat démocrate comme Président, elles ne devront pas être l'objet d'une attention? Si la Cour Suprême ait décidé qu'elles sont inconstitutionnelles, et bien que le Président ait juré de maintenir et de défendre la Constitution, la volonté d'une fraction du Congrès renforcée par les émissaires du parti a envoyés au Sud, et soutenus par l'armée, doit être maintenue contre la volonté du peuple et contre la décision de la Cour Suprême et contre le serment solennel du Président de maintenir et de défendre la Constitution. C'est révolutionnaire d'exécuter la volonté du peuple; c'est révolutionnaire d'exécuter le jugement de la Cour Suprême; c'est révolutionnaire que le Président veuille obéir à son serment de défendre la Constitution!

Cette fausse interprétation du principe vital de notre gouvernement est le dernier recours de ceux qui voudraient que leur reconstruction arbitraire prît racine et remplaçât nos vieilles institutions. La nation dira qu'il faut que la Constitution soit restaurée et que la volonté du peuple soit de nouveau souveraine. L'appel au scrutin paisible pour arriver à ce but n'est pas la guerre, n'est pas la révolution. Ceux-là sont la guerre et la révolution qui tentent d'arrêter ce moyen pacifique pour mettre à l'écart le despotisme militaire et les usurpations d'un fragment de Congrès, qui prétend s'arroger le pouvoir absolu sur ce système indigent de liberté réglée que nous ont laissé nos pères. Il faut suivre cette voie, c'est la seule qui conduise à la paix.

La paix viendra avec l'élection du candidat démocrate, et non avec l'élection de ce guerrier cuirassé dont les baïonnettes sont maintenant à la gorge de huit millions d'habitants du Sud pour les forcer à l'appuyer comme candidat à la Présidence, et pour les soumettre à la domination d'une race étrangère d'hommes à demi-barbares. On ne plus audacieusement défigurer la vérité ou fausser l'interprétation des choses qu'en acclamant ce candidat armé de pied en cap comme un ange de paix.

Je suis, etc.

FRANK P. BLAIR.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:

Sur les risques d'incendie	$312,916 16	
Sur les risques de mer	66,489 44	
Sur les risques des rivières	22,790 81	
Total des primes		$411,996 41
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,862 66	
Primes remboursées	4,115 41	
		119,977 41
Montant net des primes		$291,998 00
Pertes: Sur les risques d'incendie	$50,730 62	
Sur les risques de mer	61,088 16	
Sur les risques des rivières	19,030 84	
	$140,498 22	
Taxes	11,568 08	
Ré-assurances	5,274 31	
Dépenses, moins le compte d'intérêt	10,180 82	
Intérêts sur scrip	26,353 80	
		$194,078 04
Bénéfices		$97,440 10

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets à recevoir pour primes	$6,794 21
Billets garantis et billets hypothécaires	218,207 05
Dû pour primes en voie de perception	80,285 1
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la Ville, Bons de la ville	193,245 44
Scrips des différentes Compagnies d'Assurance	92,136 50
En caisse	61,777 80
	653,638 94
Moins: Dépréciation des sus-dits	92,550 30
Montant net	$561,...
Moins: Intérêts de scrips, non réclamés	7,689 75
Intérêts payables sur scrips non encore payés	26,688 00	34,377 75

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et signé par devant moi ce 11 janvier 1868.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende, pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Ils ont aussi résolu de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent d'intérêt sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart, Chs. Lafitte, A. Rocheraux, J. M. Lapeyre, G. W. Sabouk, A. Schriber, T. S. Blanchard, John Gauche, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des PRIMES de l'année expirée le 28 février 1868: $548,528 41

Primes sur:		
Risques d'incendie	$330,272 87	
Risques de mer	185,146 70	
Risques de rivières	33,507 15	
		$548,926 42
En moins:		
Primes remboursées	$5,323 75	
Primes non expirées	40,146 00	
		$45,484 75
Montant net des primes		$503,443 67
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	$62,507 36	
Pertes sur mer	194,272 79	
Pertes sur les rivières	84,903 80	
	$342,062 14	
Escompte en lieu de scrip	84,563 00	
Taxes et Revenu intérieur	24,741 39	
Dépenses, loyer, etc., compte d'escompte	38,310 38	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	27,777 30	
		$401,216 76
Réservé pour pertes non réglées		$11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finances de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après amples déductions, être équivalent à un capital comptant de $620,000, savoir:

Placé en propriétés foncières	$66,869 11
Hypothèques sur propriétés foncières	73,019 50
Placé en bons de la ville et autres bons	32,720 00
Placé en actions de banques et autres actions	120,368 00
Placé en scrip de Compagnies d'assurance	126,266 00
Prêts garantis	18,250 00
Billets à recevoir	60,000 00
Primes en voie de perception	97,383 71
En caisse	111,512 00
	$737,...

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et signé par devant moi, ce 23 mars 1868.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —

Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carrière, A. Lecourt, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, E. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Mansuell, W. A. Violett, P. Anderson, Hugh McDonald, Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard, A. Freriche, John S. Wallis, George W. Dunbar, George Foster, E. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. B. Fothier, Arch'd Montgomery, John Nixon, Jr., Henry J. Voss, E. Pheggio, E. Marquez, James Gallier, Chas. Weisbaer, Rudolph Sieg, H. F. Given.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, 23 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:

Sur les risques d'incendie	$166,471 33	
Sur les risques de mer	85,859 94	
Sur les risques de rivières	65,003 34	
	$317,334 71	
Plus, les risques non expirés pour 1866	86,305 80	
		$404,609 71
En moins, les risques non expirés pour 1867	$60,418 00	
Primes remboursées pour 1867	2,596 04	
		$63,014 04
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$341,575 67
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$32,561 12	
Sur les risques de mer	39,641 76	
Sur les risques de rivières	34,028 94	
		$106,715 82
Plus, réassurances	$2,... 75	
Escompte de primes	48,48 87	
		30,074 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins		71,510 31
Réservé pour paiement d'intérêt sur scrips dûs en 1869 y compris les balances		86,323 10
		$294,512 83
Bénéfice net		$37,161 82

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $90	$187,300 00
Cent vingt quatre cent bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c.	86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c.	71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer de Pontchartrain, évalués à 70 c.	17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c.	2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer de Mexique, évalués à 50 c.	3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c.	4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc.	168,456 00
Prêts sur garantie	26,000 00
Prêts sur hypothèque	22,000 00
Effets à recevoir	11,395 36
Primes dues et en voie de perception	47,195 03
Scrips d'autres Compagnies d'assurance	12,480 00
Monnaie n'ayant pas cours	4,200 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés	13,308 00
En caisse	34,274 41
	$767,709 21

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

Thos. Anderson, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentés et signé par devant moi, ce 23 janvier 1868.

PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président.

JOHN G. GAINES, Vice-Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Jas. G. Gaines, B. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. C. Ricks, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, B. Biscoe, J. B. Bres, J. G. Sarelli, Thos. Sloo, Thos. A. James.

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868:

Primes d'incendie	$91,581 54	
Primes de rivières	79,223 23	
Primes de mer	20,303 00	
		$161,622 70
Pertes payées:		
Pertes par incendie	$13,538 39	
Pertes sur les rivières	84,344 30	
Pertes sur mer	24,373 79	
	$122,277 42	
Escomptes sur primes	30,306 97	
Taxes	4,790 01	
Réassurances	3,392 25	
Primes remboursées	419 90	
Dépenses, profits et pertes, etc., intérêts en moins	29,330 85	$197,110 31
		$34,536 ..
Actif en caisse	$22,904 11	
Effets à recevoir	3,082 52	
Meubles	2,673 56	
Primes dues	38,005	
Billets pour actions	324,225 00	
		$392,... 64

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

S. B. BUCKNER, président.

SWEET, secrétaire.

Juré et signé, par devant moi, ce 21 avril 1868.

PARIS CHILDRESS, Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

ONZIEME ETAT ANNUEL

Des affaires de la Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1868.		
Primes sur risques d'incendie	$119,...	
" " de rivières	27,394 14	
" " de mer	35,042 86	
Risques non expirés le 30 avril 1867	30,941 31	
		$222,...
En moins, primes remboursées		4,730 12
Montant des primes		$218,...
Pertes payées dans l'année—Pertes par l'incendie	$19,944 30	
" sur les rivières	25,...	
" sur mer	30,...	
Total des pertes	77,720 11	
Réassurances	3,730 30	
Dépenses et intérêt de scrip; en moins, escomptes et intérêt	10,066 00	
Taxes et revenu int.	3,771 66	
Vingt-cinq et quinze pour cent remboursé	36,...	
En réserve pour risques non expirés	27,...	
		$171,...
Bénéfice net		46,...

L'actif de la Compagnie est:

Prêts garantis	17,735 00
" " par hypothèque	12,160 00
Effets à recevoir pour primes	7,350 45
Actions, bons et autres garanties	145,300 00
Propriétés foncières	14,650 00
Comptes individuels pour primes	46,354 21
En caisse	69,...
Scrips d'autres Compagnies	3,660
	$212,...

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie:

A. CHIAPELLA, Président.

J. M. CRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé par devant moi, ce ... de mai 1867.

S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré un dividende de vingt piastres par action, lequel sera porté au crédit des actions non encore payées. Des certificats d'actions payés en plein seront délivrés aux actionnaires à partir du 1er juillet 1868.

Les Directeurs ont en outre résolu de racheter vingt cinq pour cent du scrip (non encore payé) de la Compagnie, à partir du 1er juin 1868.

Il sera payé aux porteurs, à partir du 1er juin 1868, six pour cent d'intérêt sur le scrip non encore payé de la Compagnie.

— DIRECTEURS —

A E Bader, A Chiapella, L F Generes, L Moniés, W S Schmidt, R W Adams, C Cohn, B Saloy, J J Fernandez, A. Coutin, J A Seignouret, P L Millaudon, J Goldstein, V Burthe, G Bienchia.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868		$239,...
Primes d'incendie	$188,...	
Primes de mer	37,...	
Primes de rivières	14,782 15	
Moins primes remboursées	4,...	
Montant en réserve pour risques non expirés	30,...	
		35,109 39
Montant net des primes		205,...
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	36,086 15	
Pertes sur mer	36,065 45	
Pertes sur rivières	4,707 86	
	76,...	
Ré-assurances	11,304 94	
Dépenses, intérêt	23,...	
Taxe et souscriptions	10,...	
25 et 15 p% d'escompte	26,...	
Réservé pour pertes non réglées	10,...	176,...
Bénéfice net		28,...

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets pour actions	316,...
Effets	2,...
Dû, par comptes individuels	2,...
Prêts sur garanties, sur demande	34,...
Prêts sur hypothèque	9,...
Garanties de la ville	3,...
Garanties des Etats-Unis	12,167 41
En caisse	44,161 00

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé:) D. MICHEL, Président.

R. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signé, par devant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé) PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action soit déclaré et soit porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.

C. T. FOSTER, Vice-Président

R. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Helmer, C. T. Foster, F. A. Luling, H. Zuberbier, Theo. Schorr, O. H. Kurtzweil, Geo. Merz, Louis Schwarz, Chas. Bendix, G. L. L. Mayer, L. F. Berje, H. Sauer, D. Michel, F. Del Bondio, August Koenig, J. A. Blaffer, Chas. Loeffler, X. Weissenbach, Julius Hoerner, A. Marks, F. Froh, J. J. Wederling, F. M. de..., J. F. Krauss.

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans — Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et de la quatre-vingt-douzième de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, par devant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la paroisse et ville d'Orléans, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, se sont présentés les personnes dont les noms et qualités sont ci-après énoncés, lesquelles personnes ont déclaré qu'en ce jour, une assemblée des actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Orléans, corporation établie en vertu des lois de l'Etat de la Louisiane, ayant été tenue [illegible] de la dite banque, figurant au capital de cette banque, [illegible] le nombre d'actions de cinquante piastres chacune...

Que conformément à la loi et aux huitième articles de la charte et de l'acte d'incorporation de la dite banque, un rapport de Wm Monaghan, au nom du comité de dix, nommé aux articles de société, et adopté, et le dit comité, en date du 14 mars 1868, la direction de ladite banque, à une réunion qui a eu lieu le troisième jour de février 1868, et dans lequel la résolution dont copie est ci-annexée et qui suit, a été adoptée, savoir: "Il est résolu que le rapport du comité soit adopté et que l'état des affaires de l'institution communiqué par la lettre de M. Président, de [illegible] soit publié, que les actionnaires soient requis de se présenter au bureau de la banque, le [illegible] cinquante et que la dite banque, qui sera dans tous les cas [illegible] le montant [illegible] pour voter sur la question de savoir s'il est convenable de réduire le capital de la banque, actuellement à un million de piastres ($1,000,000) à six cent mille piastres ($600,000) et de voter [illegible]."

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, après le temps et l'avis voulus par la loi; qu'à la dite assemblée, tenue au jour fixé, les dits actionnaires, représentant et possédant trois mille actions sur vingt-cinq mille actions (pour dans lesquelles il est voté par les actionnaires présents), ont voté en faveur de la résolution, telle qu'elle ait été, et qu'il a été, de nouveau, conformément à la réduction au capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans à six cent mille piastres, et autorisé la Direction à prendre et lui recommander toutes les mesures nécessaires pour mettre la dite résolution à exécution, la faire enregistrer et publier conformément à la loi et pour substituer des certificats de cinquante piastres chacune pour remplacer les anciens certificats de cinquante piastres.

En conséquence, les dits apparents, pour eux-mêmes, au nom de ceux qu'ils représentent et pour ceux qui sont ou pourraient plus tard devenir leurs associés, consentent, par les présentes, à ce que le capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans soit réduit à six cent mille piastres (ainsi qu'il est dit ci-dessus), représentées par ce dividende en vingt mille actions de cinquante piastres chacune (au lieu de cinquante piastres) [illegible]. A cet effet, le Président et la Direction sont autorisés à substituer des certificats de cinquante piastres aux anciens certificats de cinquante piastres. Les articles de Société sont, par les présentes, modifiés, changés et amendés conformément à ce qui précède.

Et les dits apparents, pour eux et pour ceux qu'ils représentent, déclarent actionnaires de la dite banque, en souscrivant pour le nombre d'actions (de trente piastres) inscrit en regard de leurs noms respectifs.

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot, Jr. et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les apparents et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

Actions.		Actions.	
F Schuler	42	F H Bernard	100
Delvaille & Joubert	200	U Marinoni	100
A Dollen	20	Warren, Crawford & Co.	20
C Cheramme	20	G F Porter	100
J V Allain	40	E G Porter	17
Chas. De Rayter	100	J M Plasinger	20
H G Millaudon	150	E F Jewell	45
H C Millaudon, agent	800	G Gomard	20
Edgar Pitot	60	P Gelpi	100
E F Mennion	100	P Gelpi & Co.	100
E F Mistroa	100	D Lomeis	120
L Bossot	100	G Gougeon	20
J Bossot	40	F S Dupuis	40
A Fouquet	100	R Forestier	100
Francis J Eaty	100	J G Dunn	20
E Dorney	14	G Gomboa	100
F Fable	200	Maury & Co.	100
E P Lavillebeuvre	30	A Miltenberger & Co.	20
Theo. Langridge	100	L D C Woef	100
Ant. Lanula	100	Wood & Low	20
Home Mutual Ins. Co.	300	J L Story	100
P E O'Brien	100	A B James	20
Howell, Gayle & Co.	40	Alfred Kearney	40
J M Howell	10	Vose Bros	20
J W Burbridge	150	W C Black	20
Mrs. V W Burbridge	150	W A Violett	20
Thos. Jenny & Co.	100	W A Violett & Co.	20
O H Hoyme	70	J Lawler	20
L S Pollster	20	J J Frink	20
Percival & de Lannes	275	C Bogel	20
G Gavarco	110	Amelie Ley	20
Irma Gavarco	9	W N Mercer	200
G Gavarco, Jr.	9	R Schmidt	20
J Bougeron	10	P Grabbes	20
L Gayol	30	E Merita	20
Puig Bros	80	Mrs. A Boardette	20
E Cramer	181	Mrs. Paul Jago, etc.	10
P Dupré	100	Aug. Baker	20
W G Robinson	100	Wm Bogel	20
John Pemberton	100	Chs. Ledig	20
Louisiana M. Ins. Co.	200	Leeds & Co.	100
Reyes & Daine	100	A Lamb	20
H H Benecki	20	Castille & Haringe	20
N Oglesby	100	J J Hart & Co.	100
Rolff & Co.	100	Aiken & Rainey	20
Hepburnes & Agnisoto	40	D M Bernard	20
Sauvé & Co.	48	Chs. Durah	20
J J Moho & Co.	115	E Giquel	20
Cie. d'Assur. Mut. du Crescent	100	Giquel & Jambier	20

A. PITOT, Jr., EDW. PITOT, G. LE GARDEUR, Jr. Notaire public.

Pour copie conforme, G. LE GARDEUR, Jr., Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle-Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à mon bureau, Livre 8 No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr., Député du préposé à l'enregistrement.

Nlle-Orléans, 18 mars 1868.

26 mars—1f par sem—4 sem

GEORGE TATE vs WILLIAM C. GRAHAM.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle Orléans — No 26,039 — En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Geo. W. Avery, ci-devant Shérif, et par celui-ci à moi transféré, je procéderai, le MARDI SIX d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication au défendeur W. C. Graham, à savoir: la moitié indivise des propriétés dont description suit:

1o. Un certain îlet de terre situé derrière cette ville, désigné par le numéro soixante-neuf, suivant croquis annexé à un acte au rapport de E. G. Gottschalk, notaire public en cette ville, en date du 22 janvier 1866.

Le dit îlet est borné par les rues Dorgenois, Rocheblave, Vénus et le Turnpike ou Nouveau Chemin Coquillé et contenant dix terrains numérotés de 1 à Dix inclusivement et pourrant du dit Turnpike ou Nouveau Chemin Coquillé à la rue Vénus. Le numéro un formant l'angle du Turnpike ou Nouveau Chemin Coquillé et de la rue Rocheblave, et le numéro Dix forme l'angle du dit Turnpike ou Nouveau Chemin Coquillé et de la rue Dorgenois.

2o.—Six certains terrains situés derrière cette ville, désignés par les numéros sept à douze inclusivement de l'îlet numéro soixante-neuf, borné par les rues Dorgenois, Rocheblave, Vénus et Euphrosine, et mesurant d'après le dit croquis, chacun, trente deux pieds de face à la rue Dorgenois. Le numéro sept ayant cent trente pieds de profondeur, entre lignes parallèles, et les numéros huit à douze inclusivement ayant chacun trente cinq pieds trois pouces de largeur derrière, sur les profondeurs ci-après. Le numéro huit ayant cent quatre vingt pieds quatre pouces neuf lignes sur la ligne limitrophe du numéro sept, et cent soixante treize pieds six pouces et six lignes sur la ligne limitrophe du numéro neuf. Le dit numéro neuf ayant cent cinquante huit pieds neuf pouces et deux lignes sur la ligne limitrophe du numéro dix.—Le dit numéro dix ayant cent quarante quatre pieds et deux lignes sur la ligne limitrophe du numéro onze.—Le dit numéro onze ayant cent vingt neuf pieds trois pouces sur la ligne limitrophe du numéro douze. Le dit numéro douze forme l'angle des rues Dorgenois et Euphrosine et ayant cent quatorze pieds cinq pouces et six lignes de profondeur de face à la dite rue Euphrosine.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Ces propriétés appartiennent au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite conjointement avec Samuel De Bow de Samuel C. Rundle, suivant acte au rapport de E. G. Gottschalk, notaire public en cette ville, en date du 22 janvier 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

3 sept—13 22 29—6 oct

T. C. TWICHELL vs BERNARD AVEGNO.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 18,306 — En vertu d'un aliàs writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Quatrième Cour de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, vingt-sept d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues d'Orléans, Ste Anne, Bourbon et Royale.

Ledit terrain mesure cent trente pieds cinq pouces de face à la rue d'Orléans, cent quatre pieds pouces et sept lignes de profondeur, sur la ligne du côté de la rue Bourbon, à laquelle profondeur ledit terrain s'élargit de trente pieds sept pouces, de la profondeur dans la profondeur de cent sept pieds cinq pouces et cinq lignes, de là cent trente pieds trois pouces et sept lignes, et cent quatre-vingts pieds neuf pouces et quatre lignes de profondeur sur la ligne de côté de la rue Royale, à laquelle profondeur ledit terrain s'élargit perpendiculairement vers la rue Bourbon, cinquante-sept pieds quatre pouces et sept lignes et une profondeur ultérieure de cent dix pieds dix pouces et quatre lignes et soixante six pieds de front de la rue Ste Anne.

Le tout conformément au plan dressé par L. Surgi, arpenteur, daté du 15 mars 1857, et déposé au greffe de la Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et connus sous les noms de Salle du Bal d'Orléans ou Café d'Orléans, etc.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite, ensemble avec d'autres propriétés, de J. M. Furlange, suivant acte au rapport de Joseph Cuvillier, notaire public en cette ville, en date du 16 février 1867.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions.—Comptant, au moment de l'adjudication.

THOMAS L. MAXWELL, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

28 août—6, 15, 22, 29 sept

HENRY TEENS vs. F. RODER.

SEPTIEME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 44.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Septième Cour de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, six d'octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

UN TERRAIN situé au faubourg Washington, dans le Troisième District de cette ville, (District Olivier et Lombard) désigné par le numéro dix, dans l'îlet numéro dix, borné par les rues des Grands Hommes, Barthélemy, de Craps et Jeanne, d'après un plan du dit faubourg déposé au bureau d'Octave de Armas, notaire public en cette ville, le 12 de juin 1833.

Le dit terrain mesure, mesure américaine, trente-et-un pieds onze pouces et cinq lignes de face à la rue Barthélemy, entre celles des Grands Hommes et de Craps, sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, droits, privilèges, &c.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

Sept—5, 19, 26, 30; Oct.

NINETEENTH ANNUAL STATEMENT OF THE Crescent Mutual Insurance Company.

New Orleans, May 28, 1868.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1868:

Fire Premiums for year	$150,132 22	
Marine Premiums for year	94,...	
River Premiums for year	177,...	
		$332,770 23
Total net earned Premiums		$447,364 23
Fire losses paid and estimated	$ 83,...	
Marine	69,...	
River	88,...	
Paid Taxes	2,...	
Paid Reinsurance and discount in lieu of scrip	22,...	
Paid interest, return premiums, general expenses, less discount, etc.	97,...	
		$350,...
Net Profits		$96,...

The Company have the following Assets:

Bills Receivable	$ 27,...
Loans on Bonds and Mortgage	92,... — $120,...
Cash on hand	$104,...
Loans on pledge of stocks on time	60,... — $167,...
Loans on pledge of stocks on time	$ 11,200 00
Real Estate	78,...
Scrip of other companies and scrip account	42,... — $131,...
Consolidated City Bonds	$ 20,...
City Bonds	30,...
Bank and other Stocks	166,... — $...
Coupons for City Bonds past due	$6 400 00
Due for premiums in course of collection	41,...
	$779,612 00
The Company have also—Suspended Notes, Stocks and Bonds	$...
Forfeited scrip account	7,...
Interest uncollected	$7,...

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOS. A. ADAMS, President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 28d day of May, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in June next. The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of THIRTY-THREE AND ONE-THIRD per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1868; for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next, free of Government tax.

THOMAS A. ADAMS, President.

SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

DIRECTORS.

John Watt, G. T. Dudouche, Samuel H. Newman, F. H. Foley, Wm. Edwards, A. G. Oles, P. Stone, A. Thompson, John Phelps.

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT.

Premiums during the year ending 31st December, 1867.		
On Fire Risks	$...	
On Marine Risks	89,...	
On River Risks	36,...	
Total Premiums		$461,...
Less: Premiums unearned 31st December, 1867	$126,...	
Return Premiums	4,115 ...	
		$130,...
Net earned Premiums		$330,...
Losses:		
On Fire Risks	$ 89,...	
On Marine Risks	64,...	
On River Risks	10,...	
	$164,...	
Taxes	11,...	
Reinsurance	4,...	
Expenses, less interest	16,...	
Interest on Scrip	16,...	
		$213,...
Profit		$ 97,...

The Company have the following Assets:

Bills Receivable	$ ...
Notes secured by pledge and mortgage	290,...
Due for premiums in course of collection	83,...
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc.	166,...
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	28,...
Cash on hand	41,...
Less: Depreciation on the above	60,...
Net	$...
Less: Unclaimed interest on Scrips	$ 7,...
Interest payable on outstanding Scrips	36,... — 43,...
	$...

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.

J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December, 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent. of interest on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS—

George Urquhart, Chas. Lafitte, A. Rochereau, J. M. Lapeyre, G. W. Sabouk, A. Schriber, T. S. Blanchard, John Gauche, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.

Office—111 Canal street

REEVES' AMBROSIA FOR THE HAIR Improved!

It is an elegant Dressing for the Hair.

It causes the Hair to Curl beautifully.

It keeps the Scalp Clean and Healthy.

It invigorates the Roots of the Hair.

It forces the Hair and Beard to grow luxuriantly.

It immediately stops Hair Falling Out.

It keeps the Hair from Changing Color from Age.

It restores Grey Hair to its Original Color.

It brings out Hair on heads that have been bald for years.

It is composed entirely of simple and purely vegetable substances.

It has received over six thousand voluntary testimonials of its excellence, many of which are from physicians in high standing.

It is put in half-pound bottles (the name blown in the glass), by Druggists and Dealers in Fancy Goods everywhere, at One Dollar per Bottle. Wholesale by Barnes & Co.; F. C. Wells & Co.; Schieffelin & Co.

Carpet Warehouse,

No. 19 ......Chartres Street...... No. 19

A. BROUSSEAU & CO., Importers.

OFFER at low prices—CARPETING—English and American of all the finest; Furniture and Enameled Oil Cloths. MATTING—White China, 100 pieces Cocoa. WINDOW SHADES, Table and Piano Covers. CRUMB CLOTHS—Drugget, Linen and Felt. CURTAINS—Lace, Reps, Worsted, Damask, etc. FURNITURE COVERING—Linen and Covers, Satinet, etc. CORNICES, Bands, Pins, etc.

Dr. C. Blancke,

416 & 418 ...St. Charles St....416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM! ALUMINIUM

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE!

GREAT SUCCESS!

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those of Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being impaired by acids.

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

No. 196 CANAL STREET,

BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS.

H[illegible] continues to perform all operations in Dental Surgery in the most skillful manner. Consultations in French, Spanish and English.

New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad.

U. S. MAIL ROUTE BETWEEN NEW ORLEANS WESTERN LOUISIANA AND TEXAS.

The Railroad FERRY BOAT will leave the foot of St. Ann street, opposite Jackson Square, DAILY, at 7½ a. m., connecting with the PASSENGER TRAIN leaving Algiers at 8 a. m.

Shippers and consignees of freight, by giving notice to the New Orleans Transfer Company, corner Camp and Common streets, can have their goods received at, or delivered to any part of the city at reduced rates of drayage.

Freight for stations on the road, for landings on the Teche, and for Opelousas, delivered at New Iberia or St. Martinsville, received daily, (Sundays excepted) from 7 a. m. to 5 p. m. at the foot of St. Ann street.

Freight for all points on Bayou Lafourche, between Labadieville and Lockport, for Bonnet Carré, and for Houma, will be received and transported through, via Lafourche, Lafourche and Terrebonne stations, at through reduced rates.

All accrued freight payable at the time of shipment and all lessee freight on delivery.

G. W. R. BAYLEY, Superintendent.

Alabama Lime for Sale.

I AM constantly receiving Alabama LIME, which I offer for sale in lots to suit the purchasers at the lowest market price. This lime is superior to all other lime that is sold here, and for cementing, hard-finishing and sugar-making for superior.

SAMUEL JAMISON, 80 Gravier street.

THE NATIONAL TELEGRAPH COMPANY.

A new enterprise to be known as the National Telegraph Company has been organized with valuable franchises conferred by a recent act of Congress, for the purpose of establishing Trunk lines of Telegraph on all the principal railroads and mail routes in the United States. The stock is to be issued upon the same principle as that of the Merchants' Union Express Company, which recently commenced operations. The design is to interest the entire business community in the enterprise. This is done, not so much to dispose of the stock as it is to secure the business of the country through which the lines pass.

The Capital is to be

$10,000,000

In 100,000 Shares of the par value o

$100 Per Share.

But the actual amount to be paid in Cash is

$35 PER SHARE.

And this amount is to be paid as follows: One per cent at the time of subscribing, and no more, until the entire capital has been subscribed, and then calls to be made by the Board of Directors; instalments not to exceed five per cent per month. When thirty-five per cent of the par value of the shares has been paid, certificates of stock will be issued. This will give the Company a paid up

Cash Capital of $3,500,000,

Which will be sufficient to duplicate lines to all, or nearly all, the paying points reached by the present monopoly.

The present telegraph Companies of the country have been consolidated into one huge monopoly, and are now earning over six millions of dollars per year, or over one hundred per cent on the actual cost of their lines, their present capital having been watered over one thousand per cent.

The National Telegraph Company have a recognition from the United States Government of the importance of their enterprise, with a grant of the most valuable franchises ever conferred upon a Telegraph Company. No competing line has ever had the right now granted by Congress to this Company to construct and operate lines over every Railroad and Mail Route in the United States. The position of this Company differs from that of any company ever before organized. The question of the right way is forever settled.

The Stockholders of this Company cannot be sold out or transferred to any other Company. The act of Congress under which this Company has been organized, prohibits any transfer of the franchise granted.

CALLS—HOW TO BE MADE.

One per cent of the Stock will be required on subscribing, and subsequent calls, not to exceed five per cent per month, will be made by the Board of Directors, from time to time, as may be necessary, any supply funds to construct and equip the lines; but no calls will be made after the one per cent is paid until the entire Capital Stock shall have been subscribed.

ACTUAL CAPITAL REQUIRED.

The Company confidently believe that thirty-five per cent of the Capital Stock will construct and fully equip

25,000 Miles Of Wire,

Which will connect all the commercial centres and important places in the United States. This opinion rests upon the most reliable estimates and responsible offers to construct and equip the lines.

The National Telegraph Company is organized under the laws of the State of New York and franchises conferred by an act of Congress, approved July 24, 1866.

President—GEORGE B. SENTER, of Cleveland, Ohio.

Vice President—ROBERT SQUIRES, of New York City.

Secretary—GEORGE S. WALTER, of New York City.

COMPANY'S OFFICE,

Nos. 64 and 66 Broadway, New York.

A limited amount of the Capital Stock of this Company is allotted to this locality, and those having an opportunity, and subscribing, will be placed upon equal terms with its corporators, and will secure the interest in all franchises which have accrued or may hereafter accrue to the Company from any and all sources.

Subscriptions will be received by

DANIEL EDWARDS,

Resident Director for the States of Alabama, Mississippi, Texas and Louisiana,

32, 30 and 32 New Levee street, New Orleans, La.,

—OR—

D. WEBSTER,

At the office of R. G. Dun & Co., No. 70 Canal street.

Parties subscribing to the Stock will communicate the same by letter to the Resident Director, DANIEL EDWARDS, of this city, at the time of subscribing.

JACOB OTT Entrepreneur.

RÉPARE les MAGASINS et les MAISONS de résidence.

Fait et répare les caves.

Les ordres laissés au No 28, Carondelet ..., ou ch. E. DURAND, coin Toulouse et Chartres, ...

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, in lots to suit. Also a complete assortment of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by S. & T. McCONNELL.

NEW ORLEANS POST OFFICE.

Time of Arrival and Departure of Mails.

Route 8001.—New Orleans to Brashear, leaves daily (except Sunday) at 7 a. m. Arrives daily (except Sunday) by 6 p. m.

Route 8002—New Orleans to Canton, departure daily (Sunday) at 5:30 p. m. Arrives daily at 6:30 p. m.

Route 8003.—New Orleans to St. Francisville, supplying all the offices opened, departure Monday at 3 p. m. and Friday at 6 a. m. Arrives Monday and Friday morning.

Route 8004.—New Orleans to Carrollton, via Jefferson City, departure Monday and Thursday at 6 a. m. Arrives Monday and Thursday at 6 p. m.

Route 8005.—New Orleans to Boutte Settlement, Lower Coast, departure Tuesday and Friday at 6 a. m. Arrives Sunday and Thursday.

Route 8006.—New Orleans to Mobile, departure daily at 5 p. m. Arrives daily by 8 a. m.

Route 8007.—New Orleans to Covington, La., departure Monday and Thursday, at 6 a. m. Arrives Tuesday and Friday by 6 p. m.

Route.—New Orleans to Algiers, departure daily at 8 a. m. Arrives daily by 11 a. m.

Route 8008.—New Orleans to Vicksburg, supplying all the offices opened to Vicksburg; also, Red River and Ouachita parishes. Departure Tuesday and Saturday, at 5 p. m. Arrives on Monday and Friday mornings.

Mails for Lake Coast Tuesdays and Thursdays at 6 a. m., Saturdays at 11½ a. m., Pascagoula, Saturdays at 11 a. m.

Mails for Galveston, Houston, Indianola, San Antonio, Brownsville, Brazos Santiago via New Orleans and Opelousas Railroad, close at 6 a. m., on Sunday and Thursday.

Tariff of Postage for Mexico, Cuba, West Indies, etc.

Guadeloupe, Martinique, French and English Guiana, St. Vincent's—18 cents half oz., optional.

Dutch Guiana—14 cents half oz., optional.

Cuba, Mexico, Hayti, Porto Rico, St. Thomas, Jamaica, Venezuela, United States of Colombia—10 cents half oz., obligatory.

Bolivia, Chili, Ecuador—34 cents half oz., obligatory.

Office Hours.

Opens at 8 o'clock a. m., closes at 6 p. m. Sundays, office opens at 9 o'clock a. m., closes at 11 a. m.

Postmaster.

University of Louisiana.

MEDICAL DEPARTMENT.

FACULTY

A. H. CENAS, M. D., Emeritus Prof. Obstetrics.

JAMES JONES, M. D., Prof. Obstetrics.

WARREN STONE, M. D., Prof. Surgery.

T. G. RICHARDSON, M. D., Prof. Anatomy.

SAM'L M. BEMISS, M. D., Prof. Practice of Medicine.

STANFORD E. CHAILLE, M. D., Prof. Physiology.

FRANK HAWTHORN, M. D., Prof. Materia Medica.

JOSEPH JONES, M. D., (late of the University of Nashville) Prof. pro tem. of Chemistry.

W. C. NICHOLS, M. D. and C. J. BICKHAM, M. D., Demonstrators of Anatomy.

The Thirty-First Annual Course of Instruction in this Institution will begin November 16th, and terminate on the second Saturday of the ensuing March. Preliminary Lectures will be given daily in the Charity Hospital, commencing October 19th. The Anatomical Rooms will be opened October 26th.

A Practical Department is attached to each Professorship, in which the students may observe for themselves the facts discussed in the Lectures.

The Members of the Faculty are attending Physicians and Surgeons of the Charity Hospital, and give instruction daily at the bed-side of the sick.

FEES.—For all the Lectures, $140; Matriculation, $5; Practical Anatomy, $10; Graduation, $30. Payment required in advance.

For further information, address

T. G. RICHARDSON, M. D., Dean.

AN ACT

To Create a Board of Registration to Superintend the Registration of the Qualified Electors of the State.

Sec. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened*, That the Governor, by and with the advice and consent of the Senate, shall immediately after this act becomes a law appoint a Board, consisting of a chairman and two other members, who shall constitute and be known as a Board of Registration, whose duty shall be to cause to be registered every qualified elector in the State, in accordance with the provisions of the constitution thereof, and said Board shall hold its meetings and have its place of business in the city of New Orleans, and the term of office of said Board shall expire on the fifteenth day of December, 1868.

Sec. 2. *Be it further enacted*, etc., That said Board of Registration is hereby required to appoint a necessary number of supervisors of registration, not exceeding three in each parish, except the parish of Orleans, wherein said Board shall appoint a number not exceeding three in each municipal district in the city of New Orleans, and not exceeding three for the right bank, whose term of office shall commence on the tenth day of September, 1868, or as soon thereafter as they may receive their appointment, and expire on the tenth day of November, 1868; that the registrars shall each receive eight dollars per day for time they are actually employed, and the supervisors shall receive five dollars per day, and the supervisors shall also be reimbursed for all necessary actual traveling expenses incurred upon producing sub vouchers and making affidavit that the expenses were incurred and were actually necessary for the performance of their duty. All accounts of the supervisors shall be forwarded to the Board of Registration for examination, and if found correct, shall be approved by the chairman of the Board before payment. The said Supervisors shall, before entering upon the discharge of their duties, take and subscribe the constitutional oath, and shall transmit a copy of the same to the Board of Registration.

Sec. 3. *Be it further enacted, etc*, That the Registrars shall each give bond with good and solvent security in the sum of one thousand dollars, for the faithful performance of the duties of their office, to be approved by the Governor and filed in the office of the Secretary of State.

Sec. 4. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of each parish shall keep their office, except in the parish of Orleans, at the courthouse of the parish, and may establish each place for the registration of voters other than the courthouse, not exceeding three in number, as may be necessary to enable electors to register with as little inconvenience as possible; and in all cases publication of the offices of registration, as selected by the Registrars and Supervisors, shall be made for thirty days in the official journal. In the parish of Orleans the Board of Registration will establish offices in such districts at such places as will facilitate the registering of voters as far as possible.

Sec. 5. *Be it further enacted, etc*, That said Board of Registration, or the Supervisors so appointed by them as aforesaid, for each parish, shall require every person, before he is registered as a voter, to take and subscribe any of the following affidavits as the case may be required, and any member of said Board of Registration or any Supervisor is hereby authorized to administer said oaths:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I am twenty-one years of age, was born (or naturalized, as the case may be,) in the United States, and am subject to the jurisdiction thereof, and have been a resident of the State of Louisiana since the —— day of ——, and a resident of this parish since the —— day of ——, and that I am not disfranchised for any of the causes stated in the first paragraph of article ninety nine of the Constitution of this State.

And I do further solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that I did not hold any of fice, civil or military, for one year or more, under the organization styled "the Confederate States of America;" that I never registered myself as an enemy of the United States, that I never acted as leader of guerrilla bands during the late rebellion, that I never, in the advocacy of treason, wrote or published newspaper articles or preached sermons during the late rebellion; that I never voted for and signed an ordinance of secession in any State.

The last paragraph of the above affidavit shall be dispensed with, where the person applying for registration shall produce and exhibit to the Registrar or Supervisor the certificate of the Secretary of State, showing that he has relieved himself from the disability contained in the clauses of said affidavit, by voluntarily writing and signing a certificate setting forth that he acknowledges the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that he regrets any aid and comfort he may have given it, and showing that such certificate has been filed in the office of the Secretary of State and been published in the official journal, as is required by article ninety nine of the Constitution, and the act of this General Assembly prescribing the requisite forms of each certificate, and the registry and publication thereof, and if the party applying for registration has lost or mislaid such certificate of the Secretary of State, he shall be required to take and subscribe, in lieu thereof, the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I have voluntarily written and signed a certificate setting forth that I acknowledge the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that I regret any aid and comfort I may have given it, and that I have caused such certificate to be filed in the office of the Secretary of State, and that it has been published in the official journal, according to the requirements of article ninety nine of the Constitution, and according to the forms required by this General Assembly, and that I have either lost or mislaid the certificate of the Secretary of State showing the above facts.

That taking and subscribing the affidavits required by the preceding part of this section shall not prevent the Registrars or Supervisors from receiving other evidence showing that the party applying for registration is not entitled to register, and they shall have a right to examine under oath, to be administered by themselves or other competent authority, any witness to prove any fact pertinent to the right of any one to register, and shall decide from the evidence whether the party so applying is entitled to register.

Subject to appeal to the Board of Registration, to which Board shall have power to hear and determine such appeals.

That if any person applying to register claims to be relieved from the disabilities contained in the second clause of the aforesaid affidavit under the proviso to article ninety-nine of the Constitution, he shall be required to take and subscribe the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that prior to the first of January, eighteen hundred and sixty eight, I favored the execution of the laws of the United States popularly known as the Reconstruction Acts of Congress, and openly and actively assisted the loyal men of the State in their efforts to restore Louisiana to her position in the Union.

Any person who shall swear falsely to any of the foregoing affidavits, or any clause thereof, shall be deemed guilty of perjury, and on conviction thereof, shall be punished as prescribed by law.

Sec. 6. *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of the Supervisors to record in a good, substantial book, prepared for the purpose, the names of all duly qualified voters residing in their respective districts, that the following particulars shall be recorded, and in the following order: Date of registry, number, name, residence, ward or precinct, length of residence in the parish and State, whether native born or naturalized, with the signature or mark of the voter, and in the event of the voter making his mark, the Registrar shall attest the same, and the Board of Registration shall cause to be made a duplicate copy of said registration, which shall be deposited in complete condition, before the expiration of their term of office, in the office of the Clerk of Court in each parish, except the parish of Orleans, and the original registration book shall be deposited as soon as such registration is completed in the office of the Secretary of State.

Sec. 7. *Be it further enacted, etc*, That every naturalized citizen shall be required to produce a certificate of his naturalization from the court in which he was naturalized and in the event of his having been naturalized in any court of this State, and he has lost his certificate, it shall be the duty of the clerk of said court to furnish to such citizen, free of cost, within one week, a duly certified copy of his naturalization, and the clerk of any court so refusing shall be liable to a fine of not less than twenty five nor more than one hundred dollars, recoverable before any court of competent jurisdiction.

Sec. 8. *Be it further enacted, etc*, That should the applicant for registry have been born without the limits of the United States, and afterwards became a citizen thereof, other than by naturalization in the Courts, then he shall make affidavit, and set forth the circumstances whereby he became a citizen, such as the naturalization of his father, or by his residence in any State or Territory when the same was acquired by or ceded to the United States, or any other manner whereby, under the laws of the United States, he would become a citizen thereof—*Provided*, That affidavits authorized to be made by this act, may be sworn to before the Supervisors, but in no case, or under any circumstances, shall the Supervisors make any charge, or demand any fee, under penalty of removal from office.

Sec. 9. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall issue to every citizen, at the time he is registered, a certificate exactly corresponding in number, name, residence, etc., with the original registry, and the presentation of such certificate to the Commissioners of Election shall be full proof of the facts therein contained, and of the elector's right to vote at the date of granting of such certificate.

Sec. 10. *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of all Supervisors to issue to any registered voter, a duplicate certificate upon his making affidavit that the original has been lost or destroyed, said affidavit to be made on the back of the duplicate so issued.

Sec. 11. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall each keep an index book in which shall be entered alphabetically the names of all registered voters, with the number of their certificate; and also a similar index book to the names of all persons refused registration, with a proper reference to the folio or number of the same.

Sec. 12. *Be it further enacted, etc*, That on or before the fifteenth of December, 1868, that said Board of Registration shall prepare and submit a full and complete report of the cost and of expenses of said registration, number of votes registering in each parish, and any information that they may deem proper at the next meeting of the General Assembly.

Sec. 13. *Be it further enacted, etc.*, That the said Board of Registration, on the expiration of their term of office, shall deposit in the office of the Secretary of State all books and records pertaining to the said Registrars.

Sec. 14. *Be it further enacted, etc*, That the expenses authorized to be incurred by this act shall be paid out of the Treasury of the State, upon proper vouchers, duly certified to and approved by the Board of Registration.

Sec. 15. *Be it further enacted, etc*, That the registration of the voters of this State shall be closed nine days before the first Tuesday after the first Monday of November, A. D. 1868 and it shall be the duty of the Supervisors of Registration in every parish in this State to make out and furnish certified copies of the registered voters in each election precinct and polling place of each parish to the Commissioners of Election in each precinct or polling place, to be used at the election or elections to be held in November, A. D. 1868, if any such are ordered held, and at any subsequent election until otherwise provided for, and failure of the Supervisors to furnish such copies of registered voters, shall subject each of such delinquent Supervisors to a fine of not less than one hundred or more than five hundred dollars, to be recovered for the use of the parish in which the failure to perform the duty occurred, to be sued for in the name of the parish; and it shall be the duty of the District Attorney *pro tempore* of each parish to institute suit whenever any such delinquency shall be brought to his knowledge by any member of the Police Jury or Commissioners of the Election, who ought to have been furnished with the copies aforesaid, or is known to himself, or that he has reasonable cause to believe from other evidence to be true.

Sec. 16. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of Registration in each parish of this State shall divide the same into as many precincts, not to exceed the number now established by law, as to them may seem advisable, and direct what number of polls or voting places shall be established in each precinct, and to fix the places of holding thereof, and to appoint Commissioners for each poll or voting precinct.

Sec. 17. *Be it further enacted, etc*, That the Governor of the State shall, previous to any general election, appoint in each parish of the State one Supervisor of Registration, to whom the Clerk of the Court shall deliver the books of registration delivered to him by the last Supervisors of Registration, and he shall receive the same and strike from them the names of the voters who have died or left the parish, or become ineligible for any legal cause, and to add thereto the names of all those who have removed into the parish since the last registration, or who were not then registered, and those who have since come of age, and generally to perfect the registration of the parish, and they shall close such registration nine days before the said general election and furnish to the Commissioners of Election of each voting place or poll copies of the registered voters of their precinct, and within ten days after such general election such Registrars shall redeliver to the Clerks of the Courts the books of registration, with all the additions and amendments made thereto, as herein provided.

Sec. 18 *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of the Supervisors of Election in every parish of this State, (except the parish of Orleans) to appoint one or more suitable persons to attend at each voting poll, whose duty it shall be to convey the box to receive the votes to the place of holding the election, and to deliver the same to the Commissions of Election, and to attend the Commissioners of Election during the whole time of holding the election, and to obey all legal orders of such Commissioners, in keeping order at or near the polls, suppressing riots, or disorders of any kind, and to make all such arrests as may be ordered by the said Commissioners. Any person who may resist or oppose such persons in the discharge of their said duties, upon conviction thereof, shall be punished, as is prescribed for resisting an officer.

Sec. 19 *Be it further enacted, etc*, That all acts and parts of acts heretofore passed touching the registration of voters be and the same are hereby repealed.

Sec. 20 *Be it further enacted, etc*, That this act shall take effect from and after its passage.

[Signed] CHAS. W. LOWELL, Speaker of the House of Representatives.

[Signed] OSCAR J. DUNN, Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved September 7, 1868.

[Signed] H. C. WARMOTH, Governor of the State of Louisiana.

A true copy:

GEO. E. BOVEE, Secretary of State.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$221,...
Premiums on Marine Risks	$ 42,...	
Premiums on River Risks	107,...	
Premiums on Fire Risks	172,...	
		$321,...
Less Return Premiums	1,...	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,...	
		41,...
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,...
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	38,...	
On River Risks	100,...	
On Fire Risks	30,...	
	168,...	
Re-Insurance	12,...	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	36,...	
		$217,...
Remaining		63,...
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		37,...
Reserved for Unadjusted Losses		3,...

The Company have the following assets:

347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each	347,...
20 Bonds State of Louisiana of $1,000 each	20,...
30 Bonds State of Louisiana of $500 each	15,...
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each	60,...
20 U. S. 5-20 Bonds of $500 each	10,...
4 shares Valletta Dry Dock Company—$100 each	4,...
600 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	24,...
600 shares Union Bank of New Orleans—$70 each, valued at $30	22,...
640 shares Canal Bank—$50 each, valued at $30	32,...
600 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $30	25,...
120 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,...
80 shares Merchants' Bank—$50 each, valued at $15	1,...
	$137,...
Cash on hand	51,...
Real Estate No. 76 Camp street	30,...
Loans on Pledges	62,...
Bills Receivable	12,...
Less Bad and Doubtful	4,...
Outstanding accounts in course of Collection	70,...
Less Bad and Doubtful	10,...
Scrips of other Insurance Companies	3,...
Total Assets	$571,...

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 16th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

R. E. Converse, B. P. Ethell, Robert Hare, J. H. Ludwigsen, Jas. Hoy, J. H. Isaac, Alfred Moulton, A. H. May, J. M. Allen, Jno. T. Moore, Jno. C. Rogers, W. M. Perkins.

Sun Mutual Insurance Company

Office of the Sun Mutual Insurance Co., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:		
On Fire Risks	$166,471 33	
On Marine Risks	85,859 94	
On River Risks	65,003 34	
	$317,334 71	
Add unterminated risks, of 1866	86,305 80	
		$404,609 71
Deduct unterminated risks for 1867	$60,418 00	
Return premiums for 1867	2,596 04	
		$63,014 04
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$341,575 67
Losses paid during same period, viz:		
On Fire Risks	$32,561 12	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	34,028 94	
	106,715 82	
Add re-insurance	2,507 75	
Dis. on Prem	48,466 87	
	30,074 62	
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc. less discount and interest	71,510 31	
Reserved a payment of interest on scrips due in 1869	86,323 10	
		$294,512 83
Net profits		$37,161 82

The Company have the following Assets, viz:

Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 90c	$187,300 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued a 70c	86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c	71,400 00
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c	17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c	2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c	3,000 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c	4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc	168,456 00
Loans on Pledge	26,000 00
Loans on Mortgage	22,000 00
Bills Receivable	11,395 36
Premiums due in course of collection	47,195 03
Scrips of other insurance companies	12 480 00
Uncurrent funds	4,200 00
Coupons on City Bonds due, not collected	13,308 00
Cash on hand	34,274 41
	$767,709 21

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President.

JOHN G. GAINES, Vice President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS:

Jas. G. Gaines, B. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. C. Ricks, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, B. Biscoe, J. B. Bres, J. G. Sarelli, Thos. Sloo, Thos. A. James.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO.

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 24th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following to wit: No. 21,714—Mrs M. S. McArthur vs C. F. Dupiessis, her husband—On motion of F. Meldon, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof in her favor and by reason of the law being in favor of her demand. It is ordered and adjudged that the judgment by default herein entered on the ... of June 1868 be now confirmed and made final, that there be judgment in favor of plaintiff Margaret Susannah M. Arthur, wife of Charles Fergus Duplessis, and against the defendant, the said Charles Fergus Duplessis, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains heretofore existing between them be dissolved, and that plaintiff have the entire control and management of her paraphernal property. It is further ordered and adjudged that plaintiff do have and recover from the defendant the sum of twelve thousand dollars, being the amount of his separate paraphernal property received by him, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and costs of suit, and with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment signed June 24th, 1868.

(Signed) PAUL E. THEARD, Judge of the Fourth District Court of New Orleans, acting for Judge Dupiessis, who is sick.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this first day of July, in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and the Ninety-Second year of the Independence of the United States.

[L. S.] WM. WOELPER, Clerk

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 18th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following to wit:—No. 18 034—Anna M. McGraid vs. Mason Pilcher, her husband—In this case submitted to the Court by consent for determination, the Court considering the admission of indebtedness, and confession of judgment filed by defendant, and other evidence filed, It is ordered, adjudged and decreed, that there be judgment in favor of plaintiff Anna McGraid, wife of Mason Pilcher, and against the defendant, the said Mason Pilcher, her husband; that said parties be separated in property, and the community of acquets and gains heretofore existing between them dissolved, that plaintiff be decreed to have the sole control and management of her separate estate. It is further ordered and adjudged that plaintiff recover of the defendant the sum of thirty-one hundred and thirty seven dollars, with legal interest from judicial demand till paid, and costs of suit, with the lien and privilege allowed by law to married women on the estate of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment rendered 15th January, 1868; signed January 16th, 1868.

[Signed] CHS. LEAUMONT, Judge.

STATE OF LOUISIANA, Fifth District Court for the parish of Orleans. I, Louis Power, Clerk of the Fifth District Court for the parish of Orleans, do hereby certify, that the above is a true copy of the judgment in the suit of Anna McGraid, wife of Mason Pilcher, vs. Her Husband—No 18 034 of the docket of the late Fifth District Court of New Orleans, and I further certify, that pursuant to an act of the Legislature of this State, approved July 2d, 1868, the records of said Court have been transferred to this Court and are in my custody, as Clerk thereof.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 26th day of August in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the Independence of the United States.

LOUIS POWER, Clerk.

Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following STATEMENT:

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year:		
On Fire Risks	$ 812,684 45	
On Marine Risks	286,734 17	
On River Risks	52,542 62	
Total Premiums		$1,151,962 22
Less Premiums Unearned 31st May, 1868	$236,347 66	
Return Premiums	23,471 67 —	260,318 97
Net Earned Premiums 31st May, 1868		$ 891,644 15
Losses paid:		
On Fire Risks	$271,226 37	
On Marine Risks	178,949 30	
On River Risks	45,969 26	
	$496,..6 91	
Taxes	28,915 62	
Reinsurance, Expenses, Profit and Loss, less interest	105,262 94 —	634,314 50
Net Profit		$ 277,329 ..

The Company have the following assets:

Real Estate	$ 129,617 57
Notes Secured by Mortgage	275,...
Notes Secured by Pledge	88,147 38
Cash on hand	129,475 24
Premiums in course of Collection	90,750 65
City Bonds	24,...
Bank and Railroad Stocks	304,260 00
Bills Receivable	127,154 79
Scrips of Mutual Insurance Companies	40,...
Stock of Valletta Dry Dock Company	16,...
" Levee Steam Cotton Press	6,...
" Marine Dry Dock	2,700 00
" Merchants Exchange	1,...
" Lightering and Wrecking Co.	1,...
" Louisiana Equitable Life Ins. Co.	280 00
State Bonds	1,...
Total	$1,403,414 16
Less:	
Unclaimed interest and interest payable in July next on all outstanding Scrips of the Company	$101,365 15
Thirty five per cent. of Scrip issue of 1859, payable in July	70,675 75
Unearned Premiums 31st May, 1868	236,347 66 — $...
	$1,027,...

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 8th day of June, 1868.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 8th day of June 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 31st May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS.

John Pemberton, F. Maspero, David McCoard, M. Puig, L. F. Generes, Pierre Fouta, Chas. Sagory, John Morgan Hall, E. Z. Bell, P. E. Wilts, J. J. Fernandez.

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Total Premiums for the year ending 29th February, 1868		$516,...
Viz—Fire Premiums	$330,272 87	
Marine Premiums	185,146 70	
River Premiums	33,507 15	
		$548,926 42
Less Return Premiums	$ 5,323 75	
Less Unearned Premiums	40,146 00	
		$ 45,...
Net Earned Premiums		$503,443 67
Losses Paid:		
Fire Losses	$ 62,507 36	
Marine Losses	194,272 79	
River Losses	84,903 80	
	$342,062 14	
Discount in lieu of Scrip	84,563 00	
Taxes and Internal Revenue	24,741 39	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	38,310 38	
Six per cent. interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	27,777 30	
		$401,216 76
Reserved for Unadjusted Losses		$ 11,277 00

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $620,000, viz:

Invested in Real Estate	$ 66,869 11
Invested in Mortgage on Real Estate	73,019 50
Invested in City and other Bonds	32,720 00
Invested in Bank and other Stocks	120,368 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	126,266 00
Loaned on Pledges	18,250 00
Bills Receivable	60,000 00
Premiums in course of Collection	97,383 71
Cash on hand	111,512
	$...

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.

ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES:

Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carriere, A. Lecourt, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, E. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Mansuell, W. A. Violett, P. Anderson, Hugh Macdonald, Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard, A. Freriche, John S. Wallis, Geo. W. Dunbar, George Foster, E. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. B. Fothier, Arch'd Montgomery, John Nixon, Jr., Henry J. Voss, E. Pheggio, E. Marquez, James Gallier, Chas. Weisbaer, Rudolph Sieg, H. F. Given.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 76 Camp street, Corner of Natchez street.

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867	$621,590 70
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period	$317,749 00
Assets on the 31st December, 1867	$571,734 00

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premiums.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

J. M. Allen, J. H. Ludwigsen, R. E. Converse, A. Moulton, Wm. Chambers, A. H. May, B. P. Ethell, John T. Moore, Robert Hare, Wm. M. Perkins, J. H. Isaacs, John C. Rogers.

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SYPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDUE, Graduate from the Paris University

JACOB OTT Carpenter

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 21 Tivoli Circle, or at E. DURAND corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, Publishers.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$12	$21	$30	$48	$70
Two	22	...	...	...	...
Three	...	...	...	...	...
Four	...	...	...	...	...
Five	...	...	...	...	...
Six	...	...	...	...	...
Seven	...	...	...	...	...
Eight	...	...	...	...	...
Nine	...	...	...	...	...
Ten	...	...	...	...	...
Eleven	...	...	...	...	...
Twelve	...	...	...	...	...
Thirteen	...	...	...	...	...
Fourteen	...	...	...	...	...
Fifteen	...	...	...	...	...
Thirty	...	...	...	...	...

THE SEMI-WEEKLY BEE

is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING.

Squares	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$5	$9	$14	$20	$25
Two	8	16	...	32	...
Three	12	22	...	44	...
Four	15	27	...	56	...
Five	19	33	...	68	...
Ten	30	55	...	...	...
Fifteen	40	75	...	...	...
Thirty	70	...	...	...	...

PLATFORM

OF THE

Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment, and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy; the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened, the credit of the Government and the currency made good, the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction —[Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union and the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury, it has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so called) of Congress, as such, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution.

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption or homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and in behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people; and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, or ... first cabin and aft deck or 3d aft deck ... in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire ... berth deck, $120 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage $... in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight pay quarter price.

Children over eight and under twelve pay half price.

Children over twelve years pay full price.

To every two children paying half price ... children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several ... three years in one family, only ... will ... the privilege of free passage ...

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets ... with a discount of 25 per cent ... return trip ... in ... months after the ... passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One statement ... taken up ... the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

A ... this line ... of ... the 15th of ... ship ... will leave ... for St. Nazaire and ...

For passengers ...

Office Levee Steam Cotton Press ...

J. V. CHAHAY, Secretary.